

## **L'Afrique ressent les retombées économiques négatives de l'épidémie de COVID -19**

*La pandémie de Covid-19 causée par le nouveau coronavirus a un impact économique négatif sur l'Afrique, un effet qui pourrait persister pendant des mois à venir, \* écrit Cornelius Adedze.*

D'ici la fin mars, l'Afrique enregistrerait une baisse de 1,4 % de sa croissance économique, soit une perte de 29 milliards de dollars, en raison de l'apparition du coronavirus qui a été signalée dans 15 pays africains.

Ce déclin est lié aux liens commerciaux directs avec la Chine, d'où l'épidémie a éclaté, l'Europe, les États-Unis et le reste du monde, qui sont touchés d'une manière ou d'une autre par la pandémie.

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec une valeur totale de 208 milliards de dollars d'échanges en 2019, ce qui indique une croissance annuelle modeste de 2,2 % par rapport à 2018. Les importations chinoises en provenance de l'Afrique sont passées à 95,5 milliards de dollars, soit une baisse de 3,8 % au cours de cette période, tandis que les exportations ont augmenté de 7,9 % pour atteindre 113,2 milliards de dollars, au fur et à mesure que la Chine cherchait des moyens de compenser les effets de la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Le commerce avec l'Afrique commençait donc déjà à fléchir, mais la situation s'est aggravée car les importations en provenance de la Chine et les exportations vers ce pays subissent les effets des bouleversements économiques provoqués par l'épidémie de COVID-19.

Selon une estimation de l'Economist Intelligence Unit, le coronavirus pourrait réduire de 0,5 à 1 % la croissance du PIB de la Chine. Cela diminuerait probablement la demande de la Chine pour les exportations africaines, y compris les minéraux, les produits pétroliers et autres matières premières, a-t-il conclu. Certains analystes estiment l'impact de la réduction des exportations, même si elle se limite à quelques mois, à 4 milliards de dollars de pertes de recettes africaines en provenance de la Chine uniquement.

.Des indications laissent déjà présager des temps difficiles pour l'Afrique cette année, compte tenu de la chute spectaculaire de la demande et la baisse des prix des produits de base. Même sans une

étude rigoureuse de l'impact du virus, la consommation de pétrole aurait été réduite de 1,5 million de barils par jour au cours du premier trimestre de l'année et la demande du cuivre devrait chuter de 300 000 tonnes au cours de l'année. Les prix de certains des principaux produits de base africains, comme le cuivre, le pétrole et le charbon thermique, ont déjà chuté de 20 % depuis la mi-janvier. Certains acheteurs chinois ont reporté leurs commandes à l'étranger, d'autres ont déclaré des cas de force majeure.

Les exportateurs de pétrole comme l'Angola et le Nigeria, et les exportateurs de minéraux comme la République démocratique du Congo (RDC) et l'Afrique du Sud pourraient ainsi voir leurs ventes diminuer. Selon l'Observatoire de la complexité économique du MIT, la Chine représentait 95 % des exportations pétrolières du Sud-Soudan et 61 % de celles de l'Angola en 2017. Elle a absorbé 58 % des exportations de l'Érythrée, principalement en minerai de zinc et de cuivre et pour la République démocratique du Congo, le chiffre était de 45 %, principalement sous forme de livraisons de cobalt. La Sierra Leone, le Lesotho et la Zambie sont d'autres pays qui seront durement touchés.

Dans le même temps, les exportateurs de pétrole africains sont à la double agonie car, outre l'inconvénient du coronavirus, une guerre des prix du pétrole s'est déclenchée, l'Arabie Saoudite ayant annoncé qu'elle fournira au marché pétrolier 12,3 millions de barils par jour à partir d'avril, soit une augmentation de 2,5 millions de barils par jour de plus que ce qu'elle produisait auparavant. Cette inondation du marché entraînerait une nouvelle baisse du prix du pétrole par rapport au niveau actuel de 36 dollars le baril, une nouvelle dévastatrice pour les producteurs de pétrole africains déjà sous le coup de la faible demande et de la baisse du prix des matières premières dues au coronavirus. Un scénario projeté par la CEA montre que même si les mêmes volumes de barils de pétrole sont exportés en 2020 qu'au cours de la période 2016-18 et que le prix est fixé à 35 dollars, l'impact du coronavirus et de la guerre des prix fera chuter les revenus des exportateurs africains à 101 milliards de dollars, soit une perte de plus de 65 milliards de dollars. En effet, les guerres de prix résultant des tensions entre l'Arabie Saoudite et la Russie, deux grands producteurs de pétrole, pourraient dégénérer car la Russie, en réponse à l'action saoudienne, a également indiqué qu'elle pourrait augmenter sa production de 500 000 b/j très prochainement.

“C'est une catastrophe qui est en train de se produire”, a déclaré le gouverneur de la Banque de Namibie, Ipumbu Shiimi, aux journalistes après avoir réduit les taux d'intérêt le 19 février. "Nous

ne savons pas exactement où et quand elle va atteindre son maximum, mais je pense qu'elle commence déjà à perturber les activités économiques.”

Pour un pays dont environ un cinquième de ses exportations, principalement de diamants et du cuivre, sont destinées à la Chine, toute perturbation du commerce avec la Chine pourrait s'avérer catastrophique.

Selon le FMI, l'économie mondiale se ralentissait déjà, et ses nouvelles prévisions de janvier avaient donc révisé à la baisse la croissance prévue de la Chine (6 % en 2020) et celle de l'Afrique subsaharienne (3,5 % en 2020) avant que le virus ne frappe. Le FMI prévoit que 21 pays africains qu'il définit comme étant à forte intensité de ressources verront leur croissance "ralentir" d'environ 2,5 pour cent. La CEA a également révisé la croissance du continent de 3,2 % à 1,8 % cette année dans sa récente publication, *Impact Economique du COVID-19 sur l'Afrique*.

Ce n'est pas seulement le secteur des industries extractives qui est en danger, mais aussi les approvisionnements alimentaires de la Chine comme le bœuf namibien, le café rwandais, les avocats kenyans et les agrumes sud-africains, entre autres.

L'industrie aérienne n'est pas en reste puisque les compagnies africaines, notamment RwandAir, Kenya Airways, Royal Air Maroc, EgyptAir, Air Madagascar, Air Mauritius et AirTanzania ont annulé leurs vols vers la Chine.

Le cas particulier de l'Angola, selon les analystes, pourrait être très désastreux. Les exportations vers la Chine représentent 2,3% du PIB de l'Angola, selon les données compilées par Renaissance Capital. Plus la chute des prix du pétrole sera longue, plus elle sera dévastatrice pour le programme du FMI en Angola, car le gouvernement a misé sur le maintien des prix à une moyenne de 55 dollars le baril pour stabiliser les finances publiques. La chute des prix du pétrole et la diminution des demandes de la Chine seraient donc "un double coup dur" pour le pays.

L'Afrique du Sud est un autre pays qui risque de perdre beaucoup selon une étude de PwC, car la Chine est son plus grand fournisseur de marchandises importées et son plus grand acheteur de produits exportés. En ce qui concerne les exportations, les industries chinoises de fabrication d'acier et de cuivre dépendent beaucoup des minéraux sud-africains, de sorte que la fermeture des industries chinoises va frapper durement les exportations de minéraux sud-africains. Le secteur du tourisme est un autre secteur qui pourrait être touché par les retombées de la crise. Quelque 95 000

Chinois visitent l'Afrique du Sud chaque année, on estime qu'il y aura une baisse d'au moins 15 % des arrivées de touristes en provenance de Chine avec une "perte potentielle de 200 millions de rands de dépenses touristiques des Chinois".

Du côté des approvisionnements ou des importations, un certain nombre de pays africains seront touchés. Le secteur des télécommunications est un domaine majeur dont l'Afrique pourrait énormément souffrir. Le géant chinois des télécommunications, Huawei, est un acteur majeur sur le continent africain en ce qui concerne l'infrastructure, le matériel et les logiciels de télécommunications. Dans le secteur des télécommunications en Afrique du Sud, un rapport suggère que les téléphones portables constituent la catégorie d'importation en valeur la plus importante en provenance de Chine, soit 85 % des importations sud-africaines de téléphones portables. En outre, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique et le Ghana sont d'autres pays qui importent également de grandes quantités d'équipements et de matériels en provenance de Chine et plus la situation se prolonge, plus ils risquent d'être fortement touchés.

Les fabricants africains dont les matières premières proviennent de Chine ne sont pas en reste. Tsedenia Mekbib, directrice générale des opérations éthiopiennes de Pittards, un producteur britannique de cuir et de vêtements, déplore l'impact sur la chaîne d'approvisionnement de son entreprise, qui importe du fil et des matériaux d'emballage d'une usine de Tianjin, dans le nord de la Chine, mais l'usine n'a pas repris ses activités depuis les vacances du nouvel an lunaire.

"Il ne se passe pas grand-chose actuellement. Tant que cela ne sera pas réglé, nous dépendront simplement de notre réserve", a-t-elle ajouté. "Tout le monde est touché par le coronavirus. Nous sommes très dépendants de la Chine pour nos intrants".

Au niveau mondial, les analystes s'attendent à une réduction de 2 % de la production chinoise sur une base annuelle et cette contraction entraînera une chute estimée à environ 50 milliards de dollars US des exportations entre les pays, selon un rapport de la CNUCED. Le rapport souligne également qu'avec 20 % du commerce mondial dans la fabrication de produits intermédiaires originaires de la Chine (contre 4 % en 2002), cela signifie que la fabrication chinoise "est essentielle à de nombreuses chaînes de valeur mondiales, en particulier celles liées aux instruments de précision, aux machines, à l'automobile et aux équipements de communication". Toute perturbation importante dans ces secteurs de la Chine affectera considérablement les producteurs du reste du monde."

L'UE et les États-Unis risquent de perdre respectivement 15,6 et 5,8 milliards de dollars en raison des perturbations de l'approvisionnement en provenance de Chine. Cela a également des implications pour l'Afrique, dans un contexte d'interdépendance croissante de l'économie mondiale, et surtout que l'UE et les États-Unis sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. Le continent sera donc doublement touché, directement par la Chine et indirectement par les partenaires non chinois qui dépendent également de la Chine.

En outre, la Chine est devenue un acteur majeur dans l'investissement et la construction d'infrastructures en Afrique au cours des deux dernières décennies. Certaines de ces infrastructures sont réalisées grâce à des prêts garantis par des concessions de ressources. L'Angola, la Zambie, la Guinée et le Ghana sont quelques-uns des pays qui ont récemment mis à profit leurs ressources naturelles, en particulier le pétrole et les minéraux, auprès des Chinois en échange de la construction des infrastructures.

La chute des prix des produits de base, la baisse de la demande de ces produits peuvent non seulement entraîner des retards dans la réalisation des projets, mais aussi, à long terme, un endettement accru envers la Chine. Dans le même temps, les nombreux projets chinois en cours ou sur le point d'être lancés sur le continent pourraient s'arrêter complètement ou être suspendus, car les millions de travailleurs chinois travaillant sur les différents projets sont mis en quarantaine, ou ne pourraient pas revenir après avoir fêté le nouvel an chinois au pays.

Pour le moment, l'Afrique, du point de vue de la santé, ne compte peut-être pas un grand nombre de personnes infectées par le virus, ce qui est une bonne chose, mais plus la situation persiste et plus le nombre de personnes infectées augmentera, plus le mécanisme de réaction de l'Afrique sera désastreux. Face à des fortunes économiques qui s'amenuisent, le continent pourrait avoir du mal à faire face au virus, car certaines de ses plus grandes économies pourraient être prises au piège d'une crise de la dette de plus en plus profonde. Le scénario présenté ci-dessus par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA) illustre les pressions budgétaires auxquelles certains pays africains pourraient être confrontés.

Les pays africains sont des importateurs nets de produits pharmaceutiques et médicaux (94 %, contre 80 % pour l'Europe, l'Inde et la Chine) et, compte tenu des contraintes financières, ils auront du mal à trouver les ressources nécessaires pour lutter contre la pandémie. Malheureusement, avec 116 pays touchés par le virus et pour la plupart dans le monde développé, l'aide pourrait ne pas être aussi disponible que dans le cas d'autres épidémies comme celle de l'Ebola qui a éclaté en Afrique. L'achat et la mise à disposition d'articles sanitaires tels que les désinfectants, les masques, les trousseaux d'analyse, entre autres, pourraient devenir un énorme défi pour l'Afrique, si l'on en croit les pénuries dans les pays développés. Les infrastructures et le personnel de santé inadéquats et mal équipés ainsi que le manque de préparation pour faire face à la pandémie sont des problèmes majeurs à moyen et long terme qui se poseront en raison du manque de ressources.

Le malaise économique qui s'est abattu sur le continent à la suite de cette épidémie risque donc d'aggraver la pauvreté, le chômage et la précarité des infrastructures sociales paralysant qui sont bien connus de tous.

*\* Cornelius Adedze est rédacteur de la revue African Agenda*

## **Les agences de presse doivent présenter un tableau complet du Coronavirus**

Pour apaiser les craintes et éviter la panique inutile, les médias doivent présenter une image fidèle de la situation et éviter de recourir au sensationnalisme, préconise \*Ifeanyi Nsofor

Récemment, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a déclaré : "Nous avons une épidémie causée par le Coronavirus, mais nous avons une pandémie causée par la peur. Cette peur est aggravée par la façon dont les agences de presse rapportent l'épidémie. En voici quelques exemples:

« Les corps s'entassent à la morgue alors que l'Iran ressent la pression du coronavirus » - CNN.

« Le premier décès dû à un coronavirus est confirmé au Royaume-Uni, 115 cas ont été recensés » - The Guardian UK

« Coronavirus" : Le nombre de décès dans le monde dépasse les 3 000 » - Premium Times Nigeria

"Le nombre de décès dus aux coronavirus en Italie s'élève à 148 : Mises à jour en direct" - Aljazeera

"Mise à jour sur les coronavirus, la carte des cas à mesure que le nombre de décès atteint 3 200.

Le nombre d'infections grimpe en flèche en Italie, en Iran et en Corée du Sud » - Newsweek

Les médias sont souvent empressés de signaler le nombre de personnes infectées et de décès dus au coronavirus. Cependant, ils ne mettent pas en évidence le nombre de survivants du coronavirus. Pourtant, il y a beaucoup de survivants.

Il y a actuellement 110 624 cas signalés ; 62 397 se sont rétablis, 44 396 sont actuellement infectés, et 3 831 sont décédés.

Par conséquent, il y a 16 fois plus de personnes qui ont survécu au Coronavirus que de personnes qui en ont succombé. La répartition des survivants du coronavirus dans certains pays est la suivante : Chine : 58 721, Iran : 2 134, Italie : 622 et Corée du Sud : 166. Le navire "Diamond Princess", dont on parle beaucoup, compte 245 survivants, et ce chiffre n'est guère communiqué.

L'écrivain nigérian, Chimamanda Adichie, qualifie le fait de ne se concentrer que sur une seule facette d'une histoire de danger de l'histoire unique. Lors de son TEDGlobal Talk, Chimamanda affirme que nous sommes vulnérables et impressionnables face à une histoire. Elle va plus loin en

disant que, si vous décrivez un peuple d'une seule manière et de cette seule manière à maintes reprises, c'est ce qu'il devient.

Les gros titres des grandes agences de presse sur le Coronavirus laissent présager la mort, la morosité et le désespoir. Inconsciemment, les gens ne font qu'associer les décès à l'épidémie de coronavirus. Ils prennent des mesures extrêmes, ferment des entreprises et des écoles. Actuellement, près de 300 millions d'enfants ne sont pas à l'école à cause de la peur.

À l'extrême, l'Association nationale des pompes funèbres du Royaume-Uni a indiqué que si le coronavirus est déclaré pandémie, elle envisagerait de diffuser les services funéraires en ligne. Selon l'association, cette mesure permettrait d'éviter la propagation de l'infection et de donner aux personnes endeuillées la chance de faire leur deuil. Cependant, cela pourrait être contre-productif car des internautes peuvent utiliser ces vidéos pour propager la peur et la panique.

Cette situation doit changer. En effet, la présentation d'un tableau complet de l'épidémie donne de l'espoir et renforce la confiance des populations dans le fait que l'infection n'est pas une peine de mort. En revanche, la poursuite du reportage négatif sur le COVID-19 augmente l'hystérie, la peur et la panique associées à l'épidémie. Elle perpétue le récit selon lequel les gens ne survivent pas à l'infection. Heureusement, les données montrent le contraire.

Voici donc quatre moyens de garantir un reportage équilibré par les médias.

Tout d'abord, les agences de presse doivent commencer à présenter l'histoire complète et toujours mentionner le nombre de survivants dans leurs titres. Leurs articles sur l'épidémie du coronavirus doivent être à la fois une source d'aspiration et factuels. Laisser de côté les milliers de personnes qui ont survécu à l'infection est un grand tort aux survivants et donne une image incomplète.

Deuxièmement, nous devons entendre les survivants du Coronavirus parler de leurs expériences. Les journalistes doivent interviewer ces survivants et documenter leurs parcours. Il y a une grande leçon à tirer à cet égard du forum mondial de CNN sur le coronavirus. Lors de la réunion de la mairie, Carl Goldman, un survivant de l'hôpital universitaire du Nebraska, a été interviewé. Il a été infecté alors qu'il se trouvait à bord du navire de croisière Diamond Princess. Le voir partager les symptômes qu'il a ressentis, la façon dont il a été traité par les professionnels de la santé et son rétablissement a été libérateur. D'autres interviews de ce type devraient être réalisées avec des survivants pour nous encourager tous.

Troisièmement, les agences de presse doivent répéter sans cesse les mesures préventives dans leurs reportages. Les gens doivent savoir que ces mesures réduisent les risques d'infection. Évitez de vous toucher les yeux, le nez et la bouche avec des mains non lavées ; lavez-vous les mains avec du savon sous l'eau courante ; tousssez/éternuez dans un mouchoir en papier ou dans la courbe des coudes, maintenez une distance d'au moins 1,5 mètre de toute personne toussant ou éternuant, et contactez votre prestataire de soins en cas de doute".



Quatrièmement, les agences de presse doivent être prudentes quant aux types d'informations qu'elles publient. L'Organisation mondiale de la santé reconnaît qu'il y a actuellement une infodémie - une quantité écrasante d'informations vraies et fausses sur les réseaux sociaux et les sites web. Lorsque le public est inondé uniquement d'informations sur les décès, cela peut conduire les internautes à les utiliser à des fins de désinformation.

Pour éviter que la peur ne se propage plus rapidement que le virus lui-même, les organisations doivent s'autoréguler et faire état de l'épidémie de coronavirus de manière complète. C'est la chose éthique à faire. C'est pour le bien public et la santé publique.

Le Dr Ifeanyi Nsofor est médecin, PDG d'EpiAFRIC et Directeur chargé de la politique et du plaidoyer auprès de Nigeria Health Watch.